

**Réponse de l'UPRIGAZ à la consultation publique  
de la Commission de régulation de l'énergie  
relative à la modification des tarifs ATRT5 concernant les mesures transitoires  
avant la création d'un PEG unique et la régulation incitative  
des projets Val de Saône et Gascogne/Midi**

*A titre liminaire, l'UPRIGAZ observe que les travaux de GRTgaz, nécessaires à la décongestion de la liaison Nord-Sud, sont désormais programmés pour une mise en service à la fin 2019, ce qui remet en question la décision arrêtée par la CRE le 7 mai 2014 de créer une place de marché unique en 2018.*

*En second lieu, on peut noter que les mesures transitoires proposées faisant l'objet de la présente consultation visent à répondre à la délicate situation de marché observée à la fin de l'hiver 2013 et se placent dans la perspective d'une prolongation de cette situation pour les années futures. Or plusieurs éléments pourraient modifier cette situation :*

- L'hypothèse d'une crise des transits de gaz à travers l'Ukraine qui réduirait les flux à Obergailbach et pourrait avoir un impact sur le Sud ;*
- Une baisse du prix du GNL destiné aux marchés asiatiques, sans qu'il soit possible de prévoir si le mouvement actuellement observé qui conduit à une réduction des écarts des prix européen et asiatique sur le spot est purement conjoncturel ;*
- L'annonce faite par le Président de la République lors de sa rencontre avec le Roi d'Espagne de tripler les capacités d'interconnexion gazières transpyrénéenne.*

*Dans ces conditions, s'il nous apparaît indispensable de disposer le plus rapidement possible des capacités de transit additionnelles Nord-Sud induites par la réalisation des projets Val de Saône et Gascogne/Midi, les mesures transitoires faisant l'objet de la présente consultation doivent privilégier les volets commerciaux, afin de minimiser les CAPEX.*

*Par ailleurs, et dans la mesure où le résultat des enchères Nord-Sud a dégagé, selon les chiffres cités par la CRE dans le numéro de mai/juillet de Décryptages, un excédent de recettes de 164 M€ pour GRTgaz pour la seule année gazière 2014-2015, il serait préférable d'utiliser ce surplus pour financer les mesures techniques ou commerciales mises en œuvre, ce qui faciliterait l'établissement d'un bilan économique global du coût des mesures visant à répondre à la congestion, au regard des enjeux matérialisés par les enchères de capacité Nord-Sud.*

**Question préliminaire : Quelle est votre analyse du fait qu'une part importante des capacités des terminaux de Fos reste inutilisée alors que, depuis avril 2014, des grandes quantités de GNL sont livrées sur certains terminaux au nord-ouest de l'Europe ?**

Cette observation de la CRE nous amène à insister sur l'attractivité que doivent offrir les terminaux français et notamment le terminal de Fos. Cette attractivité est d'autant plus importante lorsque ce sont les compagnies des pays producteurs qui décident librement de la destination finale de leurs cargaisons. Or les menaces d'interdiction des opérations de reloading pèsent sur cette attractivité. Il serait intéressant que la CRE dresse une inter-comparaison des conditions d'accès aux terminaux européens afin d'envisager de prendre des mesures suffisamment incitatives au déchargement de GNL dans les terminaux français.

Cette attractivité pourrait être accrue par le développement de travaux sur le « GNL porté » (small scale) et, en attendant, en facilitant les échanges de GNL entre les 2 terminaux de Cavaou et de Tonkin pour une meilleure utilisation des postes de chargement de Fos Tonkin.

**Question 1 : Etes-vous favorable à la proposition des GRT concernant la modification de la règle de répartition entre Cruzy et Castillon ? Etes-vous favorable à la commercialisation de 20 GWh/j sous forme de capacités Nord-Sud fermes mensuelles et à l'utilisation des 20 GWh/j restants en moyenne pour améliorer la disponibilité des capacités interruptibles Nord-Sud ?**

L'UPRIGAZ ne peut que souscrire aux mesures techniques proposées par GRTgaz et TIGF qui visent à optimiser et maximiser les capacités disponibles sur la liaison Nord-Sud sans investissements supplémentaires.

S'agissant des modalités d'attribution des capacités supplémentaires ainsi dégagées, GRTgaz propose de commercialiser les capacités fermes mensuelles aux enchères sur la plate-forme PRISMA, selon le calendrier prévu par le code de réseau CAM et l'UPRIGAZ y adhère.

**Question 2 : Etes-vous favorable à la proposition de GRTgaz concernant la poursuite du service de JTS cet hiver ? Etes-vous favorable à une commercialisation des capacités JTS sur la plateforme PRISMA ?**

L'UPRIGAZ souscrit, dans l'esprit avancé ci-dessus, à la poursuite du service JTS pour l'hiver 2014-2015 et à sa commercialisation sur PRISMA qui devrait être le seul outil de commercialisation.

**Question 3 : Etes-vous favorable au système de gaz circulant proposé par GRTgaz pour réduire l'amplitude des variations de l'interruption de la liaison Nord-Sud ? Si oui, quelle variante privilégiez-vous ?**

L'UPRIGAZ est favorable au principe d'une mobilisation conjointe des différents composants de la logistique gazière (réseau de transport, stockage et terminaux gaziers) pour mieux gérer la contrainte de réseau.

Mais, au-delà de ce principe, il appartient à la CRE de s'assurer que les prix des prestations facturées par les opérateurs de stockage et de terminaux GNL correspondent aux coûts induits par ces mesures. En d'autres termes, la circulation du « gaz circulant » devrait être régulée.

La CRE précise bien que le système de gaz circulant ne crée pas de capacité additionnelle à la liaison. Les gains espérés par cette mesure ne sont donc pas comparables aux gains générés par la modification des flux Cruzy-Castillon. Les coûts engendrés par cette mesure devront donc être mis en regard des bénéfices attendus afin d'en étudier la pertinence.

En tout état de cause un système mettant à contribution les capacités de stockage dans les terminaux méthaniers ne saurait avoir pour conséquence une restriction des droits des clients actuels desdits terminaux.

**Question 4 : Avez-vous d'autres remarques sur les propositions de GRTgaz et TIGF pour l'optimisation des infrastructures de gaz ?**

Les études conjointes qui ont été menées par les opérateurs notamment la répartition des flux entre leurs interconnexions physiques démontrent la pertinence de disposer d'un modèle de réseau partagé à la maille France pour optimiser les infrastructures, et les expéditeurs sont dans l'attente d'une présentation en concertation gaz des résultats des simulations de scénarios de basculements supplémentaires de flux entre Cruzy et Castillon.

**Question 5 : Etes-vous favorable au principe d'un rabais tarifaire au PITTM de Fos ? Partagez-vous l'analyse de la CRE qui constate la difficulté à trouver une mise en œuvre efficace ? Avez-vous d'autres solutions à proposer ?**

Sur un plan général, l'UPRIGAZ est favorable à toute mesure, notamment sur le tarif au PITTM de Fos, qui améliore l'attractivité du terminal de Fos. En revanche, les variantes proposées apparaissent complexes et l'UPRIGAZ partage pleinement les réserves de la CRE, notamment sur le coût de ces mesures. Il serait préférable que le dispositif retenu soit simple, lisible et clairement affiché, notamment pour des opérateurs étrangers souhaitant amener du GNL à Fos. Une des difficultés est de veiller à éviter que les mesures envisagées qui visent à encourager l'injection de GNL supplémentaire à Fos, ne bénéficient en réalité à du GNL qui aurait été en tout état de cause destiné à ce terminal. Comme pour les certificats d'économie d'énergie, les critères d'additionalité pour l'attribution de la prime sont complexes et peuvent être facilement détournés de leur objet.

Néanmoins, si cette mesure était mise en œuvre, alors un mécanisme incitatif analogue devrait aussi s'appliquer pour le rebours Larrau.

**Question 6 : Etes-vous favorable au dispositif proposé par la CRE d'un appel d'offres d'engagements de flux de l'Espagne vers la France en cas de tension importante dans le sud de la France ? Avez-vous des suggestions sur les modalités de mise en œuvre de ce dispositif ?**

L'UPRIGAZ est favorable au dispositif proposé par la CRE d'appel d'offres d'engagements de flux Espagne-France en cas de tension importante dans le Sud de la France.

Il nous apparaît que la CRE devrait disposer d'un large pouvoir d'appréciation pour déclencher les appels d'offres et en fixer le cadre. Il serait délicat, à ce stade, de fixer un cadre rigide qui pourrait gêner cette mise en œuvre le moment venu.

Là encore, comme nous l'avons souligné à titre liminaire, le coût de cette mesure pourrait s'imputer sur le supplément de recettes dégagées lors des enchères Nord-Sud.

**Question 7 : Etes-vous favorable à la régulation incitative sur les capacités additionnelles à la liaison Nord vers Sud proposée par la CRE ?**

L'UPRIGAZ considère que les GRT doivent mobiliser l'ensemble des moyens techniques nécessaires pour pallier les insuffisances de capacités Nord-Sud inhérentes à un retard dans les décisions d'investissements. S'il est logique que les coûts supplémentaires par rapport à ceux figurant dans les hypothèses de calcul de l'ATR5 soient intégralement couverts, l'UPRIGAZ considère qu'il n'y a aucun motif à accorder des incitations financières lorsqu'il s'agit d'assurer une mission qui doit être considérée comme « normale ».

**Question 8 : Etes-vous favorable à la baisse du tarif régulé des capacités mensuelles à la liaison Nord vers Sud ?**

L'UPRIGAZ est favorable à la mesure proposée par la CRE.

**Question 9 : Etes-vous favorable à l'extension au projet Gascogne-Midi de la régulation incitative applicable au projet Val de Saône ?**

L'UPRIGAZ est favorable au principe d'une incitation financière pour les 2 projets Val de Saône et Gascogne/Midi. Toutefois, cette incitation financière ne devrait pas porter uniquement sur le respect des budgets mais également sur le respect du calendrier.

**Question 10 : Etes-vous favorable à l'attribution d'une prime pour inciter les GRT à mettre en service les projets Val de Saône et Gascogne-Midi en 2018 ? Si oui, quel montant vous semblerait devoir être retenu ?**

Une régulation incitative telle que décrite dans notre réponse à la question 9 nous paraît suffisante sans qu'il soit besoin d'y ajouter une prime supplémentaire.

**Question 11 : Avez-vous d'autres remarques ?**

Compte-tenu de la différence de coût de réalisation de l'Artère de Gascogne de TIGF entre un DN 800 ou en DN 900 (13,5 M€), l'UPRIGAZ est favorable à un dimensionnement en DN 900 s'il apporte une meilleure fluidité des échanges transversaux (Est-Ouest et Ouest-Est), un autre point faible du système gazier français.